

ITA

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL
Gén. 44 - Français 15
2ème année - Janvier 1978
Prix: 10 FB
Abonnement Annuel
Belgique: 100 FB
Etranger: 200 FB

L'ERE DE LA DEMOCRATIE SOCIALE DEBUTE EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - Comme on l'a souligné dans le Bulletin précédent, les répercussions des élections locales du 11 décembre en Turquie, manifestant un nouveau glissement vers la gauche, amenèrent un changement de gouvernement.

Le gouvernement de "Front Nationaliste" de M. Demirel, responsable des violences politiques, des corruptions publiques, de l'impasse de la politique extérieure et des problèmes économiques, tomba à la veille du Nouvel An grâce à la défection de membres du Parti de la Justice (AP) et M. Bülent Ecevit, Président du Parti Républicain du Peuple (CHP) forma le nouveau gouvernement.

C'était, depuis les élections de juin dernier, la deuxième tentative de M. Ecevit de former un gouvernement. Le gouvernement minoritaire échoua lors du premier vote de confiance. Cette fois-ci, le nouveau gouvernement de coalition du Premier Ministre Ecevit obtint le vote de confiance, le 17 janvier. L'Assemblée Nationale ratifia par 229 voix contre 218 la coalition quadri-partite dominée par les sociaux démocrates.

Le gouvernement d'Ecevit est composé de 22 députés de son propre parti, le CHP, 2 du Parti Républicain de la Confiance (CGP), du seul député du Parti Démocratique (DP) et de 10 indépendants qui ont abandonné le AP qui se disaient obligés de choisir entre un coup d'état et la coopération avec M. Ecevit.

Ecevit présenta au Parlement un programme gouvernemental ambitieux promettant un large éventail de projets, depuis l'arrêt des violences politiques jusqu'à la réforme agraire, depuis une lutte contre la corruption publique jusqu'à la conservation de l'énergie.

Au sujet de l'économie, de la politique extérieure et de la défense nationale, le programme soulignait la nécessité de réduire la dépendance de la Turquie à l'égard des pays étrangers.

Ecevit se plaignit de ce que la Turquie qui a contribué depuis des années à l'Alliance Atlantique "au delà et au dessus de ses moyens économiques" ait eu des difficultés à se voir accorder par ses alliés ses demandes en matière de de défense, même en payant avec son propre argent.

Editeur resp: Mateo Alaluf - 69, chemin du Bois de Hal - 1420 Brafne-l'Alleud

Bien que la source principale des difficultés de la Turquie ait été sa dépendance à l'égard des Etats Unis et de l'OTAN, la politique étrangère du nouveau gouvernement n'a subi aucun changement radical.

Quoiqu'il ait déclaré que son gouvernement appliquerait une conception nouvelle de la défense nationale en accord avec les besoins et les ressources de la Turquie, Ecevit ajouta que, selon cette conception, "la Turquie continuerait à tenir ses engagements de membre de l'OTAN".

Ecevit déclara que certaines parties de l'accord actuel avec la CEE dont la Turquie est un membre associé, constituaient un obstacle au développement de l'industrie turque et devraient être révisés.

Ecevit ne dit pas clairement si la politique étrangère de son gouvernement nécessiterait un plus ample rapprochement de la Turquie avec son voisin du Nord, l'Union Soviétique, conduisant à un traité d'amitié.

Au sujet de Chypre, Ecevit réitéra l'exigence de la Turquie d'un état fédéral bi-zonal, bi-communautaire, indépendant et non aligné de Chypre, mais ne révéla pas de détails sur les projets du gouvernement quant à une solution du problème cyprite.

Un gouvernement non pas populaire mais conciliant

Malgré le fait qu'Ecevit ait été soutenu ardemment par toutes les forces de gauche sans tenir compte de la nécessité d'un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière de Turquie (Voir: Congrès extraordinaire du DISK, p.3), le Gouvernement Ecevit préféra être un gouvernement de conciliation et "d'unité nationale", au lieu d'être un gouvernement populaire.

Pour justifier cette position, Ecevit avança deux excuses:

- a) Ceci n'est pas le gouvernement d'un seul parti, mais un gouvernement de coalition incluant deux partis de droite et des déserteurs de l'AP, de droite.
- b) Il déclara que, dans le programme gouvernemental, tous les projets économiques et de politique étrangère exigeaient, pour réussir, le soutien d'une "nation unie". C'est pourquoi, ajoutait-il, son gouvernement, le parlement et la nation avaient pour tâche primordiale d'éliminer "les activités inconstitutionnelles" visant à établir "un régime totalitaire de terreur et de coercition".

Bien que tout le monde attende du nouveau gouvernement qu'il arrête aussi tôt que possible les actes de violence, qu'il destitue tous les fonctionnaires responsables de ces actes et qu'il leur demande de rendre des comptes sur ces actes, on craint cependant qu'un tel gouvernement, comprenant deux hommes de droite bien connus comme Vice-premiers ne supprime aussi les forces qui se trouvent à gauche du CHP, sous prétexte d'"établir la loi et l'ordre".

On ne se rappelle que trop bien que le Vice-Premier Faruk Sükan, était le Ministre de l'Intérieur des gouvernements Demirel avant 1970 et appliqua des mesures très sinistres contre les socialistes de l'époque.

Quant au Vice-Premier Ministre Turhan Feyzioglu, Président du Parti Républicain de la Confiance (CGP), il a toujours conservé une attitude anti-communiste à toute épreuve et soutenu toutes les mesures répressives exercées par le régime militaire entre 1971 et 1973. Les membres de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe se souviennent de ses attaques non seulement contre les socialistes de Turquie, mais même contre les députés sociaux démocrates et libéraux des pays européens qui critiquaient la répression en Turquie.

La Gauche est inquiète, la bourgeoisie satisfaite

Tandis que la grande bourgeoisie et les milieux de l'OTAN exprimaient leur satisfaction au sujet du nouveau gouvernement, les organisations démocratiques ont manifesté leur déception à l'égard de la structure du gouvernement et elles réagirent contre l'absence de mesures concrètes dans le programme concernant la suppression du Code Pénal Turc d'articles anti-démocratiques qui ont toujours menacé la propagation des idées marxistes et l'existence des partis socialistes.

Le fait que l'administration de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) fut occupée par des sociaux démocrates juste avant la formation du gouvernement d'Ecevit fit supposer aussi que cette organisation de masse très combattive de la classe ouvrière sera domestiquée pour devenir un soutien de la politique conciliante d'Ecevit.

A côté du changement gouvernemental, Ecevit fit aussi quelques changements importants au sein de l'administration de son parti. Le Secrétaire Général Orhan Eytüboğlu et son assistant Ali Topuz furent nommés ministres à condition de démissionner de leurs postes dans leur parti. Comme ces deux personnages étaient connus en tant que leaders de l'aile droite du parti, leur destitution fut interprétée positivement. Mais, prenant en considération que l'aile gauche est toujours exclue de l'administration du parti et que les postes dont il est question sont donnés aux éléments modérés, il est évident qu'Ecevit fit cette opération dans le but de remplacer les administrateurs qui avaient perdu leur prestige par de nouveaux éléments qui poursuivront la même politique conciliante mais ne rencontreront pas la même réaction de la part de la base du parti.

Le caractère réel du gouvernement d'Ecevit apparaîtra plus clairement quand on aura les résultats de son opération contre la violence, qu'on verra les plans concrets pour la solution des problèmes économiques et de la question de Chypre et l'attitude à l'égard du mouvement de la classe ouvrière. (O-V-M-DN-DG-ET-20/1)

CONGRES DE LA CONFEDERATION DES SYNDICATS PROGRESSISTES (DISK)

ISTANBUL (ITA) -- La Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) tint sa convention extraordinaire du 22 au 27 décembre 1977 à Istanbul et élut Abdullah Bastürk comme nouveau Président, remplaçant Kemal Türkler qui avait été à la tête de l'organisation depuis dix ans.

Avec Türkler, son équipe au conseil administratif et au comité exécutif fut également exclue.

Le nouveau Président, Abdullah Bastürk, est aussi à la tête du Syndicat des Travailleurs des Services Publics (Genel-İş) et il est un ancien député du Parti Républicain du Peuple (CHP).

Ces changements provoquèrent divers commentaires sur l'avenir du mouvement syndical progressiste en Turquie. Tandis que certains commentateurs considèrent ce changement comme un glissement de la gauche vers le centre, d'autres y voient un nouveau pas vers l'unité du mouvement syndical en Turquie.

En fait, la "Déclaration des Principes Fondamentaux du DISK" montre que le congrès extraordinaire décida de maintenir la ligne de la lutte de classe poursuivie depuis dix ans.

Cependant, le fait que la majorité des membres du nouveau conseil d'administration ont été des supporters du CHP ferait envisager la possibilité d'un glissement de la position de lutte des classes vers celle de conciliation des classes.

Surtout après la formation d'un gouvernement social-démocrate par Ecevit, on peut imaginer que les nouveaux leaders du DISK pourraient mettre la confédération au service d'Ecevit qui a toujours été le champion de la "Paix sociale" et qui a fait beaucoup de concessions à la grande bourgeoisie dans le but de s'assurer sa tolérance, voire son soutien à un gouvernement de centre-gauche.

Bref historique de l'élimination des socialistes de la DISK

La DISK a été formée en 1967 en réaction contre la politique de collaboration des classes de la Confédération des Syndicats Turcs (Türk-İş) qui est toujours sous l'influence du mouvement syndical des États-Unis. Les fondateurs de la nouvelle confédération furent quatre syndicats progressistes, dans les secteurs du métal, du caoutchouc, de l'alimentation et de l'imprimerie. Les leaders de ces quatre syndicats étaient aussi parmi les fondateurs du Parti Ouvrier de Turquie (TİP), le seul parti socialiste entre 1962 et 1971. La DISK mena une politique basée sur la lutte des classes, favorisant le TİP et visant à réaliser une Turquie socialiste.

Grâce à des contradictions de classes de plus en plus profondes et à une conscience de classe accrue des masses travailleuses, la DISK acquit en très peu de temps une grande influence surtout parmi les travailleurs du secteur privé et atteignit un effectif de 500.000 membres au début de 1970.

Voyant que la DISK constituait une menace grave pour les privilèges des classes dirigeantes et pour la politique conciliante du mouvement social-démocrate d'Ecevit, ces classes et Ecevit recherchèrent tous deux la possibilité d'éliminer les leaders socialistes de la DISK et des syndicats qui lui étaient

affiliés. Le 12 mars 1971, l'intervention militaire leur donna cette chance. Le TIP fut dissous en 1971 et tous ses leaders furent arrêtés et condamnés à 15 ans de prison.

Bénéficiant de cette répression, le CHP agit immédiatement en vue ses hommes dans le corps administratif et consultatif de la DISK.

De plus, l'attitude hypocrite de Türkler facilita également les tentatives du CHP de s'infiltrer dans la DISK et d'y augmenter son contrôle. Alors que les leaders du TIP étaient condamnés à des lourdes peines de prison, Türkler, le Président du DISK et son équipe, bien qu'ils fussent aussi membres du TIP, échappèrent à toute condamnation et, dans le but d'éviter tout danger de répression, ils décidèrent de suivre une politique social-démocrate.

Ce glissement se manifesta d'abord dans les discours et interviews de Türkler, et plus tard, en 1975, au Congrès de la DISK. L'équipe de Türkler déclara que la DISK soutiendrait inconditionnellement le CHP. Juste après le congrès, quelques grands syndicats sociaux démocrates tels que le Genel-İş et le Syndicat des Travailleurs de l'Hotellerie et du Restaurant (Oleyis) se retirèrent de la Türk-İş et furent affiliés à la DISK.

Ainsi la proportion quantitative au sein de la DISK changea radicalement. Alors que le Syndicat des Ouvriers Métallurgistes, orientée vers le socialisme avait 60.000 membres, la Genel İş, à elle seule en représentait 100.000.

Néanmoins, la base de la DISK resta militante, surtout du fait que la politique répressive du gouvernement de "Front Nationaliste" accentua les contradictions entre les classes en Turquie.

Révolutionnaire en paroles, conciliant dans les actes

Comme elle avait fait de la DISK une organisation parallèle du CHP, l'équipe de Türkler, ayant à tenir compte du caractère militant des bases poursuivit sa politique hypocrite dans le but de manipuler les forces de la gauche.

Cette politique consistait d'une part dans l'élimination de la DISK des leaders des syndicats socialistes et des syndicats orientés vers le socialisme eux-mêmes, et d'autre part, dans l'utilisation d'une phraséologie qui devait présenter l'équipe de Türkler comme le "noyau d'un parti de la classe ouvrière actuellement interdit en Turquie".

Quand le TIP, bénéficiant de l'amnistie générale, fut rétabli, en 1975, l'équipe de Türkler refusa de le reconnaître en tant que parti socialiste de la classe ouvrière, déclarant qu'il était légalement impossible d'établir un parti ouvrier en Turquie, et que la lutte politique de la classe ouvrière elle aussi serait assumée par l'administration de la DISK. Cette attitude anarcho-syndicaliste conduisit à la justification du soutien inconditionnel donné au CHP en prétendant que, si le CHP arrive au pouvoir, le noyau du "parti de la classe ouvrière actuellement interdit en Turquie" serait rétabli officiellement et légalement.

Poursuivant cette politique anarcho-syndicaliste, l'équipe de Türkler commença à éliminer quiconque osait critiquer la soumission inconditionnelle au CHP et quiconque défendait la nécessité d'un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière tel que le Parti Ouvrier de Turquie.

Cette liquidation fut encouragée aussi par le CHP, et de nombreux leaders syndicalistes socialistes furent remplacés par des membres du CHP. Les syndicats de tendance socialiste tels que le syndicat des ouvriers de la petro-chimie, le syndicat des ouvriers du tourisme, le Syndicat des ouvriers sociaux furent forcés ou bien d'entrer dans des syndicats sociaux démocrates, ou bien de perdre leur affiliation à la DISK.

Lors des Elections Législatives du 5 Juin, l'administration de la DISK soutint inconditionnellement le CHP. Grâce à ce soutien, le CHP réussit à obtenir les voix de toutes les forces de gauche.

Les socio-démocrates n'ont plus besoin du "noyau"

Juste après les élections, le CHP déclara qu'il ne pouvait tolérer plus longtemps une phraséologie "révolutionnaire" ni l'existence d'un soi-disant "noyau d'un parti de la classe ouvrière actuellement interdit" au sein de l'administration de la DISK.

Türkler et son équipe avaient suffisamment servi les intérêts du CHP en liquidant les leaders des syndicats socialistes et en garantissant une majorité absolue aux socio-démocrates dans la DISK. Maintenant c'était le tour du "noyau". Mais il était nécessaire de trouver un prétexte pour les liquider. La déclaration de Türkler sur un "Front Démocratique National" donna au CHP le prétexte pour domestiquer la DISK.

Le slogan de "Front Démocratique National" avait été lancé par Türkler sans qu'il ait consulté le Conseil d'Administration de la DISK.

L'appel de Türkler fut violemment combattu par la majorité du Conseil d'Administration de la DISK, de même que par d'autres organisations démocratiques, à l'exception du Syndicat des Métallurgistes (Maden-İş) dont Türkler est le Président, et de quelques syndicats mineurs. Ecevit refusa lui-même l'appel de Türkler.

À l'assemblée du Conseil d'Administration de la DISK, une majorité écrasante, accusant Türkler d'avoir imposé à la DISK le slogan de "Front Démocratique National" qui avait été lancé auparavant par une fraction politique mineure décida de convoquer un congrès extraordinaire et de renvoyer le Secrétaire Général et sept conseillers qui formaient, prétendument le "brain trust" de Türkler.

Une autre question brûlante fut également utilisée comme prétexte très convaincant à la liquidation de l'équipe de Türkler. On révéla que cette équipe avait dépensé les cotisations des ouvriers et les fonds de grève pour financer le journal quotidien et l'organisation de la jeunesse de la dite fraction politique mineure, alors que plus de dix mille grévistes ne recevaient chacun que 100 DM pour une période de trois mois.

De l'anarcho-syndicalisme à la socio-démocratie

L'opération fut complétée au congrès extraordinaire par l'élimination de Türkler et de son équipe de l'administration de la DISK, et leur remplacement par des représentants de syndicats socio-démocrates ou de syndicat mineurs.

De plus, tenant compte du fait que les militants de la fraction mentionnée ci-dessus prétendaient représenter la DISK, surtout à l'étranger et qu'ils collectaient des sommes considérables sous le prétexte de "solidarité avec la DISK", l'administration nouvelle décida de couper toutes relations organiques et financières avec l'organisation de la jeunesse et le journal de cette fraction, et elle déclara que seule la trésorerie de la DISK était autorisée à recueillir des dons pour la DISK.

Désormais, poursuivant une politique anarcho-syndicaliste, jouant un double jeu, liquidant les leaders des syndicats socialistes, dépensant avec prodigalité les fonds syndicaux, l'équipe de Türkler donna elle-même aux socio-démocrates tous les prétextes et possibilités de réaliser cette opération.

Maintenant, c'est l'équipe de Bağtürk qui dirige la DISK. Cependant il y a dans le nouveau conseil d'administration quelques leaders de syndicats socialistes que l'équipe de Türkler n'était pas arrivée à éliminer de la DISK. De plus, la base de la DISK a une tradition militante et combattive. C'est pourquoi il est encore trop tôt pour accuser la nouvelle équipe de "pousser la DISK vers une position de conciliation de classes".

Les contradictions entre les classes, que même le CHP ne sera jamais capable de résoudre malgré toutes les tentatives socio-démocrates pour domestiquer la DISK, entretiennent l'esprit militant et combattif des ouvriers affiliés à cette confédération.

(V-O-M-Y-DG-ET-15/1)

VIOLENCE POLITIQUE AUGMENTE MEME APRES LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

ANKARA (ITA) - De violents troubles politiques ont éclaté partout en Turquie avec de nouvelles attaques des "Loups Gris" à la veille du vote de confiance en faveur du nouveau gouvernement d'Ecevit. Bien qu'Ecevit ait proclamé que la vague des incidents anarchiques était arrêtée, les actes de violence a augmenté même après la formation du nouveau gouvernement. Ainsi, en l'espace d'un mois, 50 personnes ont été assassinées pour des motifs politiques, 18 d'entre elles sont les victimes des incidents qui ont éclaté après la formation du nouveau gouvernement.

Le nombre total des victimes d'actes de violence durant la période de 32 mois du 1er et du second gouvernement du "Front Nationaliste" a atteint 446. Au cours de la même période, 6.739 personnes ont été blessées, 13.616 arrêtées et 1.268 assignées en justice pour des motifs politiques.

C'est la période la plus sanglante de l'histoire de la République turque.

Voici la liste chronologique des assassinats politiques qui ont été commis pendant le mois qui a suivi les élections locales:

- 13 DEC: A Bursa, Süleyman Dersimli, neveu du maire républicain, est abattu au cours d'une querelle politique.
- 15 DEC: A Elazığ, l'ouvrier Hüseyin Dogan est abattu par des inconnus.
A Istanbul, l'étudiant Sinan Hepsen est abattu par les "Loups Gris".
A Ankara, Hüseyin Uçar est abattu par des inconnus.
Une bombe à retardement explose dans un bar d'étudiants à Ankara, Güray İsgüden est tué, 61 autres étudiants sont blessés.
A la prison municipale de Malatya, le détenu Cumali Ayvaz est tué par la police durant une manifestation contre la torture.
- 16 DEC: A Istanbul, pendant un conflit armé entre les "Loups Gris" et les "Guerriers", Erdogan Yilmaz est tué par balles.
Dans le district de Maden, province de Elazığ, Neomi Başar est tué pendant un conflit politique entre les partisans du Parti Républicain du Peuple et du Parti de la Justice.
- 18 DEC: Une explosion tue un sous-officier, Osman Cayan, à Ankara.
A Istanbul, les "Loups Gris" envahissent une soirée privée et tuent un membre du Parti Républicain du Peuple, Salahattin Turgut.
Dans le district de Sarıgöl, province de Manisa, Süleyman Çakır qui venait d'être élu à sa tête, est assassiné par son prédécesseur.
- 22 DEC: Salih Karademir, étudiant diplômé de l'ODTÜ, est retrouvé dans un état comateux mortel dans les environs d'Ankara.
Feyzi Azırcı, étudiant de l'école d'ingénieurs d'Istanbul, est tué au cours d'une échauffourée entre des groupes rivaux.
- 23 DEC: A Istanbul, Mustafa Sacit Saracoglu, étudiant à l'école d'ingénieurs, est tué par des inconnus.
A Ankara, un café est détruit par une explosion et un des clients, Adnan Şahin, est tué.
- 26 DEC: A Edirne, Erdogan Tuna, étudiant dans une école professionnelle, tombe dans une embuscade et est tué.
- 27 DEC: A Ankara, Ugur Torasan, étudiant dans une école technique, est abattu. Les fondations de l'immeuble de l'Académie des Sciences Economiques et Commerciales sont détruites par un incendie volontaire.
- 30 DEC: Dans le district de Nizip, Metin Karatepe, vice-directeur d'une école secondaire est abattu.
A Diyarbakır, Fikret Keklik, étudiant dans une école de théologie est abattu.
- 31 DEC: A Ankara, l'étudiant Şeref Şahin est abattu par un groupe armé.
A Gaziantep, les "Loups Gris" détruisent le théâtre municipal et certains bureaux et tuent ensuite un employé de la ville, Hayri Kiraz.
- 1 JAN: A Istanbul, le professeur Haydar Karababa est tué à minuit par balles.
A Manisa, les "Loups Gris" détruisent le bâtiment de l'Administration de la Loterie Nationale en le faisant exploser et tuent l'employé Şakir Narin
- 2 JAN: A Istanbul, un groupe commet un vol à main armée dans le quartier de Bahçelievler et tue un employé, Adil Keçeci.
Dans le district de Silvan, province de Diyarbakır, Mehmet Hilaf est abattu au cours d'un raid des "Loups Gris" dans un café.
A Antalya, Mustafa Balıkcı, un ouvrier progressiste est abattu dans la rue
A Ankara, Abdullah Gülbahar, étudiant dans une école de tourisme est abattu
A Sinop, les "Loups Gris" tirent sur des étudiants progressistes et abattent un étudiant, Öner Semiz.
- 4 JAN: A Ankara, au cours de l'attaque d'un café, le médecin Haydar Kök est tué par balles.
- 5 JAN: A Ankara, Zafer Üstün, étudiant à l'Académie est tué par des inconnus.
A Gaziantep, l'étudiant İbrahim Çiçek est abattu par les "Loups Gris".

- A Manisa, le président de l'Union des Etudiants, Nejat Gökpinar, qui avait été enlevé trois jours plus tôt par les "Loups Gris", meurt.
- 6 JAN: A Adana, les "Loups Gris" attaquent un bus et abattent Eyüp Gökçen.
- 7 JAN: La maison de Süleyman Genç, député CHP d'Izmir, est détruite par une explosion à Ankara. Ce député est aussi l'auteur d'une enquête sur les activités de la CIA en Turquie.
- 10 JAN: A Diyarbakır, le veilleur de nuit Sadık Ünal est abattu par des inconnus. A Elazığ, Salahattin Öndek est poignardé au cours d'une rixe politique.
- 11 JAN: A Rize, le professeur Bilgin Gergin est abattu à l'hôtel où il résidait. A Elazığ, Teslim Temel, gardien de l'Administration du Monopole de l'Etat est abattu dans la rue. A Gaziantep, Vakkas Nergis qui avait été blessé par balles par les "Loups Gris" meurt à l'hôpital.
- 12 JAN: A Bursa, un étudiant d'Institut Pédagogique, Orhan Bilici est abattu. A Uzunköprü, l'étudiant Saadettin Manga est abattu devant son école.
- 13 JAN: A Istanbul, des inconnus tirent sur des passants dans le quartier de "aleli et tuent Gökhan Yüksel. Une autre personne, Kudret Uybağ est blessée et succombe à ses blessures le lendemain. Les prisonniers de la prison d'Ankara déclarent que le prisonnier politique Ismail Akdeniz est décédé suite à une maladie mal soignée.
- 14 JAN: A Ankara, l'étudiant Barış Yıldırım est abattu par les "Loups Gris". A Artvin, l'étudiant Savaş Yetiş qui avait été blessé par les "Loups Gris" meurt à l'hôpital.
- 15 JAN: Au village d'Akziyaret, province d'Amasya, 5 personnes sont tuées pendant une bagarre politique opposant des partisans du CHP et du AP. Il s'agit de l'ancien maire Adem Daniş, sa femme Firdevs Daniş, Ünal Kabakçı, Halit Namli et Abdullah Çelebi.

Le nouveau Premier Ecevit a déclaré que le gouvernement prenait actuellement les précautions qui s'imposent et que des mesures encore plus efficaces seraient instaurées en disant: "Certains milieux veulent établir une sorte d'escalade d'actes anarchiques après la venue au pouvoir du CHP. Nous ne leur donnerons pas l'occasion de profiter de la situation."

UN PROFESSEUR CONDAMNE A 5 ANS DE PRISON

ANKARA (ITA) - A Nigde, le professeur Sami Silah a été condamné à 5 ans de prison par la Cour d'Assises pour "avoir propagé le communisme" dans le discours qu'il avait donné à une réunion de l'Union de Tous Enseignants.

En plus, conformément au jugement, il ne peut pas exercer sa profession durant cinq années après avoir terminé son emprisonnement.

D'autre part, Mme Leyla Yurdakul, éditrice d'Aydinlik, et le traducteur Meriç Özeller sont jugés par la Cour d'Assises de région d'Istanbul, accusés d'avoir propagé le communisme et le séparatisme par traduire et publier l'oeuvre de Staline sur "la Question des nationalités dans l'époque des révolutions prolétariennes".

A Diyarbakır, le Théâtre DAST a été inderdit de représenter la pièce intitulée "Aladagli Muho".

A Istanbul, le procureur de la République a interrogé les dirigeants du Syndicat des Ecrivains turcs (TYS) en les accusant d'avoir violé la Loi sur les Syndicats par organiser une soirée d'hommage à Nazim Hikmet, le plus grand poète du peuple de Turquie.

M. Aziz Nesin, Président du syndicat et le plus célèbre humoriste de Turquie, et les autres dirigeants du syndicat sont accusés aussi d'avoir fait l'éloge d'une personne "qui est considérée coupable par la Loi", c.à.d. Nazim Hikmet.

Nazim Hikmet avait été condamné à 18 ans de prison en 1938 par le régime répressif de l'époque et pardonné en 1951, après avoir resté durant 13 ans en prison. Sous la menace d'être victime d'un complot des milieux de droite, il a été obligé de s'enfuir de Turquie.

COURS DE CORAN MAINTIENNENT LES ENFANTS TURCS DANS L'IGNORANCE

BRUXELLES (ITA) - Depuis près de 3 ans, dans tous les pays européens où travaillent les ouvriers turcs, des milieux réactionnaires ont organisés des cours de Coran pour les enfants turcs. Leur nombre s'accroît dans des proportions alarmantes, particulièrement en Belgique.

Ces cours échappent à tout contrôle des parents et des institutions pédagogiques. Ils sont organisés et soutenus par les fonctionnaires réactionnaires des ambassades turques. Certains des pays arabes producteurs de pétrole comme l'Arabie Séoudite apportent également leur soutien aux cours de Coran.

Les cours sont donnés par un Imam (hodja). La méthode consiste à apprendre le Coran par coeur sans en comprendre le contenu ni la signification. La langue utilisée pendant les leçons est l'arabe.

L'enfant qui a déjà passé toute la journée à l'école est obligé d'étudier à nouveau pour ce cours. Ce surcroît de travail le handicape et l'empêche de s'adapter aux normes du système d'enseignement européen.

De plus, au cours de Coran, les Hodjas obligent les enfants à respecter des interdictions irréalistes. Par exemple, écouter la radio, regarder la TV, tout cela est interdit. Si la mère de l'enfant travaille à l'extérieur, elle est considérée comme une pécheresse. Les activités sportives comme la natation, la gymnastique sont aussi interdites. On enseigne aux enfants que le monde a la forme d'un plateau et qu'il tourne autour des cornes d'une vache jaune. Ainsi, les enfants turcs sont déroutés par deux systèmes d'éducation différents.

S'ils n'apprennent pas par coeur les versets du Coran, les enfants sont battus par les Hodjas qui leur infligent des coups sur la tête avec une longue baguette. Dans la vie quotidienne, cette éducation médiévale influence le comportement des enfants et les fait se dresser contre les intellectuels et les personnes qui n'appartiennent pas à l'Islam.

Puisque les cours empêchent les enfants turcs de prendre conscience de leurs droits et de leurs libertés, il est clair que les milieux des exploités essaient de les promouvoir pour garder les enfants dans l'obscurantisme. Car, dans un avenir proche, ils deviendront des travailleurs et un travailleur inconscient est plus avantageux que celui qui a une conscience.

DEUX JOURNALISTES TURCS ARRETES EN ALLEMAGNE

BRUXELLES (ITA) - Le 31 décembre 1977, deux journalistes turcs se rendant en République fédérale d'Allemagne pour des raisons professionnelles ont été arrêtés par la Police allemande des Frontières.

M. Dogan Özgüden et Mme Inci Tugsavul Özgüden ont été détenus durant 3 heures et 56 minutes dans le local de la Police à la Gare d'Aachen.

Quand ils ont été mis en liberté, il a été signifié verbalement à M. Özgüden que l'accès du territoire de la RFA lui était interdit.

Aucun motif de cette interdiction n'a été communiqué. Un cachet portant la mention "Zurückgewiesen" a été apporté sur le titre de voyage délivré à l'intéressé conformément à la Convention de Genève et ils ont été renvoyés en Belgique sous la supervision de la Police.

Là-dessus, La Ligue des Droits de l'Homme a adressé à l'Ambassade de RFA à Bruxelles une demande d'explication.

La Fédération Internationale des Journalistes et l'Union Professionnelle de la Presse belge ont intervenu dans l'affaire et demandé au Ministère de l'Intérieur le motif de l'interdiction.

L'Association belge des Juristes Démocrates a publié une communiqué de presse sur ce sujet.

M. Özgüden est actuellement le rédacteur de l'Agence de presse Info-Türk à Bruxelles. Il est en possession de la carte de presse délivrée par les autorités belges.

Le Gouvernement "Front Nationaliste" a toujours exercé la pression sur les gouvernements des pays alliés pour empêcher sa présence dans leurs territoires. (Voir: BULLETIN, Juillet/Août 1977). Les autorités allemands l'ont expulsé le jour où le Gouvernement "Front Nationaliste" est fait tomber en Turquie.